

Compte-rendu du débat organisé par Convictions

Mardi 21 décembre 2010

Invité : Stéphane Rozès

Thème : Où en sont les français dans leur lien avec la politique et l'éthique ?

1. Contexte du débat

Afin de relancer l'activité de l'association, dont les activités s'étaient trouvées interrompues depuis plusieurs mois, le bureau puis le Conseil d'administration de Convictions a choisi d'élire Fabien Verdier à la présidence de Convictions. La relance du club s'effectuera, dans un premier temps, par un cycle de trois conférences. L'objectif de ce cycle est, en décryptant, avec les membres de l'association, les questions soulevées par le contexte politique, économique et social actuel, de dégager de grands axes pour les futures réflexions de Convictions. La volonté du nouveau bureau est de poursuivre l'ouverture de l'association, de diversifier ses intervenants et d'ancrer ses valeurs dans le développement durable.

Stephane Rozès, enseignant à Sciences-Po et HEC, est président de la société Conseils, Analyses et Perspectives (CAP). Ancien directeur de l'institut CSA, spécialiste des études d'opinion, il est souvent invité pour décrypter le vote des français. Son intervention pour Convictions portait sur "le lien entre les français et la politique".

2. Une double crise économique et climatique au coeur des préoccupations

Nous assistons aujourd'hui, selon Stephane Rozès, à un changement de paradigme, avec une double crise (climatique et économique) très présente dans l'esprit des français. Cette crise met en exergue leurs contradictions, entre des valeurs de solidarité et d'égalité souvent énoncées et une conduite effective davantage centrée sur leur intérêt personnel dans cette période d'incertitudes.

Cette contradiction se retrouve également entre le capitalisme managérial, perçu comme positif car il récompense le travail personnel, et le capitalisme financier, considéré comme une régression. Avec la crise, les individus travaillent plus durement pour ne pas décrocher, pour ne pas perdre leur qualité de vie, mais ils souhaitent en parallèle autre chose, un autre modèle.

Le personnel politique, moins directement frappé par les conséquences de ces deux crises, est en retard sur la compréhension de ce phénomène, poursuivant une certaine "routine de privilégiés". Il y a néanmoins beaucoup d'innovations politiques au niveau local, mais qui ne sont pas comprises au niveau national. Nous pouvons également considérer qu'il existe à ce niveau une certaine fracture générationnelle entre une génération du "baby boom", bénéficiant d'un confortable niveau de vie, et les générations suivantes sous la menace d'une régression.

Un membre de l'association est intervenu pour préciser l'importance du réalisme en période de crise. Cela peut s'assimiler à une nouvelle vision des conséquences néfastes des transferts de richesses vers d'autres pays, qui amènent une période de croissance faible. Dans un tel contexte, il se demande si les gens auraient tendance à se sentir plutôt désespérés ou plutôt à espérer renverser la situation.

Pour Stephane Rozès, il est important de garder une vision optimiste des choses. Le mouvement contre la réforme des retraites a notamment montré la maturité du mouvement syndical, engagé dans un processus d'adaptation au réel et usant moins de l'incantation. Les fondamentaux du pays sont bons, il y a une vraie volonté de justice sociale. A contrario, le personnel politique ne remplit pas son rôle à gauche.

3. L'importance de la cohérence politique pour les français

En période de crise, les individus ont tendance à se replier sur leur vie quotidienne, les grands idéaux ne leur parlent pas. En effet, les français se projettent dans l'avenir de façon pessimiste, et ont pour volonté première de conserver leurs avantages présents plutôt que d'en conquérir de nouveaux. De fait, l'espace local est plus simple à investir pour la gauche et le PS, d'autant que la "Nation" est en pleine crise. De son côté, la droite a plutôt tendance à se construire en instrumentalisant l'imaginaire de la population, ce que la gauche a du mal à faire.

Ce besoin des individus pour des réponses politiques concrètes a préfiguré le succès de Nicolas Sarkozy, candidat qui annonçait sa volonté de prendre les choses en main, c'est à dire de ne pas rejeter sa responsabilité sur des causes extérieures, contrairement à Jacques Chirac ou à François Mitterrand durant son deuxième septennat qui semblaient l'un et l'autre renvoyer à l'Europe ou la mondialisation les causes de leurs échecs. Ce succès électoral explique également le divorce actuel entre les français et Nicolas Sarkozy, ce dernier s'étant soustrait à ses responsabilités après les élections et s'étant déchargé sur des causes externes.

En ce qui concerne l'éthique en politique, en France, il est important de comprendre que l'éthique ne prime pas sur la politique, comme dans les pays anglo-saxons ("l'éthique n'est pas au-dessus de la politique"). Le désaveu des politiques aujourd'hui est plutôt lié à une crise du modèle républicain, l'élu étant censé servir l'intérêt général, pas celui de son clan.

Le lien entre la popularité d'une personnalité politique et le vote des français n'est pas évident. On gouverne des hommes et non des objets économiques, le thème de la campagne à mener s'avère donc essentiel.

4. Une aspiration à plus de justice après le mouvement contre la réforme des retraites

Que ressort-il du combat contre la réforme des retraites ? Le front syndical, qui ne s'est pas battu pour une retraite à 60 ans, mais pour négocier une réforme plus juste, a vu son crédit augmenter chez les français. Ceux-ci comprennent certes la problématique de l'allongement de la durée de la vie, mais n'acceptent pas que les efforts n'aillent que dans un sens, surtout quand le chômage des seniors et des jeunes est si important. Contrairement à l'opposition, les syndicats ont été jugés par les français comme les meilleurs agents pour négocier une réforme plus juste. La position peu claire du Parti socialiste ne lui a pas permis de sortir renforcé de ce mouvement social.

Nicolas Sarkozy, de son côté, a voulu transformer ce mouvement social en démonstration de force politique. Au final, cela s'est révélé contre-productif, les deux tiers des français ne souhaitant pas qu'il se représente. Néanmoins, cela n'empêchera pas nécessairement sa réélection : dans le contexte d'une forte abstention, et d'un programme peu séduisant de la gauche, il garde ses chances, comme choix par défaut. Les gens de droite voteront toujours pour le candidat Sarkozy car ils lui restent fidèles; l'électorat de gauche n'est pas aussi constant.

Le discours de Grenoble et le remaniement très "RPR" du gouvernement laissent à Nicolas Sarkozy deux registres d'action possibles. Un accent mis sur la sécurité pourrait favoriser Marine Le Pen. En face, les primaires peuvent donner l'impression que le PS a peur d'aller à l'élection présidentielle. Le Parti socialiste est-il capable de dépasser le niveau d'un programme "souhaitable" pour arriver à un programme possible et réaliste ? Les socialistes parlent des français, pas de la France, ce qui est une erreur en ces temps d'incertitude.

Un membre de Convictions est intervenu pour rappeler l'importance de la question du travail pour les français, soulignant que projets irréalistes ne les attirent pas. Stephane Rozès précise que l'électorat du Front national a été reconquis par la droite sur la thématique du travail, pas celle du racisme. Il y a selon lui un vrai problème de condescendance intellectuelle à l'égard du vote ouvrier. Cela signifie aussi qu'il est important de travailler avec les agents du réel, notamment les associations.

Ces dernières années ont démontré chez les français un important besoin de justice, symbolisé par les travers du Fouquet's et du yacht de Bolloré, sentiment renforcé par le contexte de crise. Même les représentants du CAC 40 demandent aujourd'hui la mise en oeuvre de certaines régulations. Par exemple, Nicolas Sarkozy a ainsi été critiqué dans sa gestion de la réforme des retraites par Claude Bébéar dans un article du Monde.

5. Conclusion : Le lien nécessaire entre la société civile et les thinks tank

Le contenu et la portée de la réflexion menée par Convictions ne doivent pas se définir par un positionnement vis à vis des autres thinks tanks, mais dans un positionnement original, différencié. Il y a aujourd'hui un vrai travail à faire sur le lien entre le syndical, le politique et l'associatif. Les syndicats assurent un rôle revendicatif, quand les associations travaillent sur des objets ponctuels qui méritent de trouver des débouchés politiques, mais elles se méfient des partis politiques.

Il existe un besoin pour des structures assurant la jonction entre les associations et le politique, fondées sur la conviction que la société civile est en avance sur le politique, qu'elle est mieux en phase que le personnel politique avec ce que souhaitent les citoyens, qu'elle est plus concrète dans ses actions et ses débouchés,

L'avenir de Convictions pourrait donc être de se mettre au service des associations, de devenir un lieu d'échange et de formalisation de leurs expériences, afin de les rendre plus concrètes. Les thinks tank ont l'habitude d'auditionner les personnalités: cette méthode peut légitimement être étendue aux associations. Une membre du club considère elle aussi qu'il y a un vide évident à remplir du côté des associations. Convictions, par la recherche permanente du débat et de la réflexion, l'appétence de ses membres pour l'apprentissage par et à travers l'échange, peut répondre à cette demande.